Revue Française d'Économie et de Gestion
ISSN : 2728- 0128
Volume 7 : Numéro 11

Corruption et croissance économique : le rôle de l'intelligence artificielle face aux frictions institutionnelles

Corruption and economic growth: The role of artificial intelligence in addressing institutional frictions

EL YAMANI Kaboul
Maître de conférences
Faculté des Sciences Juridiques Économiques et Sociales Aïn Chock de Casablanca
Université Hassan 2 - Maroc
Laboratoire Business Intelligence, Gouvernance des Organisations, Finance et Politiques Économiques

Date de soumission : 16/08/2026

Date d'acceptation : 01/11/2026

Pour citer cet article :

EL YAMANI. K. (2026) « Corruption et croissance économique : le rôle de l'intelligence artificielle face aux frictions institutionnelles », Revue Française d'Economie et de Gestion « Volume 7 : Numéro 11 » pp : 640-660.

Author(s) agree that this article remain permanently open access under the terms of the Creative Commons Attribution License 4.0 International License

Résumé

Cette étude examine le rôle de l'intelligence artificielle (IA) dans la lutte contre la corruption, le renforcement institutionnel et la croissance économique. Fondée sur une revue narrative de la littérature, elle propose un cadre conceptuel articulant les prérequis à l'efficacité de l'IA, son déploiement contre la corruption et ses effets attendus sur la croissance, via l'amélioration de la qualité institutionnelle.

La corruption agit comme du « sable dans les rouages » en décourageant l'investissement et en détournant les dépenses publiques. Si elle peut temporairement contourner certaines rigidités administratives, cet effet de « graisse dans les rouages » demeure conditionnel et ne garantit pas un développement durable.

Déployée par l'État ou la société civile, l'IA peut limiter les opportunités de corruption grâce à la détection automatisée des signaux d'alerte, à la prévention prédictive et à la réduction du pouvoir discrétionnaire. Le modèle souligne toutefois que ces effets dépendent de données publiques fiables, d'un cadre juridique et éthique adapté et de compétences humaines suffisantes. L'IA constitue ainsi un appui aux réformes institutionnelles, dont les bénéfices potentiels reposent sur une volonté politique durable. Les relations proposées restent théoriques et nécessitent une validation empirique.

Mots clés : Corruption, Intelligence artificielle, qualité institutionnelle, croissance économique.

Abstract

This study examines the role of artificial intelligence (AI) in combating corruption, strengthening institutions, and promoting economic growth. Drawing on a narrative literature review, it proposes a conceptual framework linking the prerequisites for effective AI deployment, its use against corruption, and its expected effects on growth through improved institutional quality.

Corruption acts as "sand in the wheels" by discouraging investment and diverting public expenditure. Although it may temporarily circumvent administrative rigidities, this "grease in the wheels" effect remains conditional and does not ensure sustainable development.

Whether deployed by governments or civil society, AI can limit opportunities for corruption through automated red-flag detection, predictive prevention, and reduced administrative discretion. However, the model highlights that these effects depend on reliable public data, an appropriate legal and ethical framework, and adequate human expertise. AI thus supports institutional reforms, whose potential benefits depend on sustained political commitment. The proposed relationships remain theoretical and require empirical validation.

Keywords: Corruption; Artificial intelligence; Institutional quality; Economic growth.

Introduction

La compréhension des écarts de richesse entre les pays est l'une des questions les plus importantes de l'économie du développement. Depuis les années 1990, de nombreux chercheurs s'accordent à dire que le retard de croissance s'explique avant tout par des raisons institutionnelles. Des auteurs clés comme North (1990, 1991), Acemoglu et al. (2001, 2002, 2012), Rodrik (2004, 2008) ou encore Johnson (2007) ont montré un principe désormais central : la qualité des institutions, qui inclue l'efficacité des droits de propriété, la solidité de l'état de droit et le respect des règles de gouvernance, détermine fortement l'avenir économique des nations.

Pour mieux comprendre ces mécanismes, Douglass North (1990, 1991) a défini les institutions comme les « règles du jeu » qui encadrent les actions des hommes. Il distingue d'un côté les contraintes formelles, comme les lois, les constitutions et les contrats, et de l'autre les contraintes informelles, qui regroupent les habitudes, les traditions et les codes sociaux. En fixant ces règles, les institutions permettent de réduire les coûts de transaction et d'améliorer la coopération. Elles créent ainsi un système de récompenses économiques qui pousse une société soit vers la croissance, soit vers la stagnation.

Dans leur livre *Why Nations Fail* (2012), Acemoglu et Robinson ont approfondi cette idée en séparant les institutions en deux catégories. Il y a d'abord les institutions « inclusives », qui permettent à tout le monde de participer, encouragent la concurrence et protègent les droits de la majorité. Face à elles, on trouve les institutions « extractives », conçues pour concentrer le pouvoir et confisquer les richesses au profit d'une petite élite. Les auteurs prouvent que ce sont les choix politiques qui façonnent l'économie et qui expliquent, au final, pourquoi certains pays sont riches et d'autres pauvres.

Aujourd'hui, tout le monde reconnaît que de bonnes institutions sont indispensables pour avoir une économie solide (Acemoglu & Robinson, 2012 ; North, 1990). Dans ce cadre, la corruption apparaît comme l'un des obstacles les plus destructeurs. Elle empêche l'État de fonctionner correctement en faussant la répartition des ressources, en décourageant les efforts productifs et en détruisant la confiance des investisseurs nationaux et internationaux (Mauro, 1995 ; Kaufmann, Kraay & Mastruzzi, 2010). Les pays en développement, où les institutions sont souvent plus fragiles, souffrent particulièrement de ces blocages. C'est pourquoi les réformes visant à rendre la gestion publique plus transparente et plus responsable sont devenues prioritaires.

Face à ces défis, la transformation numérique apporte de nouveaux outils pour moderniser l'État et corriger ses faiblesses. L'intelligence artificielle (IA) offre des solutions innovantes pour assainir la gouvernance. Elle permet d'analyser d'immenses volumes de données administratives, de repérer rapidement les anomalies financières, de réduire le pouvoir arbitraire des fonctionnaires et de rendre les décisions plus transparentes. Les travaux de Köbis, Starke et Rahwan (2022) mettent en avant le potentiel de ces outils basés sur l'IA (*AI-based anti- corruption tools*) pour corriger les défaillances de l'État. Des études récentes montrent l'efficacité de ces systèmes pour détecter et classer automatiquement les risques de fraude dans les marchés publics (Odilla, 2023 ; Miranda-Hospinal et al., 2024), tandis que d'autres analysent leur rôle pour responsabiliser les acteurs publics (Ceva & Jiménez, 2022 ; Odilla, 2024). L'introduction de l'IA dans l'administration devient ainsi un moyen puissant pour renforcer les institutions, surtout là où la corruption bloque l'économie (Nichols, 2025).

En tenant compte de ces opportunités technologiques et des limites des contrôles traditionnels, une question centrale se pose : dans quelle mesure le déploiement de l'intelligence artificielle permet-il de réduire la corruption, de renforcer la qualité des institutions et de stimuler la croissance économique des pays ? Ce qui nous pousse à examiner si l'IA peut transformer des structures publiques fragiles en systèmes transparents et prévisibles, capables de soutenir durablement l'activité macroéconomique.

Pour répondre à cette problématique, notre étude s'organisera autour de trois grands axes. Nous analyserons d'abord les liens entre la corruption, la qualité des institutions et la croissance, en opposant l'idée du « sable dans les rouages » à celle de la « graisse dans les rouages ». Ensuite, nous verrons comment l'IA fonctionne concrètement sur le terrain contre la corruption, à travers ses mécanismes techniques de détection et ses deux grandes stratégies de déploiement, l'une pilotée par l'État (*top-down*) et l'autre menée par les citoyens (*bottom-up*). Enfin, nous étudierons comment le contrôle de la corruption débouche sur le renforcement des institutions et de l'économie, en insistant sur la transition vers des institutions inclusives et sur les prérequis indispensables pour que ces algorithmes soient vraiment efficaces.

Cette étude s'inscrit dans une démarche théorique et conceptuelle fondée sur une revue narrative ciblée de la littérature. Elle vise à rapprocher les travaux en économie du développement, en économie institutionnelle et en gouvernance numérique afin d'examiner les relations entre l'intelligence artificielle, la corruption, la qualité institutionnelle et la croissance économique. La sélection privilégie la pertinence des contributions pour la

problématique étudiée, sans prétendre à l'exhaustivité d'une revue systématique ni à la mesure d'un effet causal.

La recherche documentaire repose sur les mots-clés « corruption », « intelligence artificielle », « qualité institutionnelle », « croissance économique », « marchés publics », « gouvernance numérique » et « outils de lutte contre la corruption fondée sur l'IA », ainsi que leurs équivalents en anglais, notamment « AI-based anti-corruption tools ».

La recherche privilégie les articles publiés dans des revues scientifiques de renom en économie, ainsi que dans des revues spécialisées en intelligence artificielle, administration publique et gouvernance. Les travaux fondateurs déjà mobilisés sont également conservés pour leur apport au cadre théorique.

La sélection des articles les plus pertinents s'effectue d'abord par la lecture des titres et des résumés, puis par l'examen du texte intégral. Sont privilégiés les travaux qui analysent directement au moins une relation du modèle, explicitent leur démarche et leurs résultats, ou éclairent les mécanismes et les conditions d'efficacité de l'IA dans la lutte contre la corruption. Les publications sans lien direct avec la problématique, les doublons et les contributions générales sur l'IA, dépourvues d'apport à l'analyse institutionnelle, sont écartés de la sélection. La priorité donnée à la pertinence ne conduit pas à exclure les résultats divergents, notamment ceux qui opposent les effets de « sable » et de « graisse dans les rouages ».

L'analyse retenue est qualitative et thématique. Elle compare, pour chaque contribution, l'objet étudié, le contexte, la méthode, les principaux résultats et les limites. Les enseignements sont regroupés autour de trois axes : les relations entre corruption, institutions et croissance (titre 1) ; les mécanismes d'action de l'IA (titre 2) ; le contrôle de l'IA et l'impact sur la croissance aussi bien des prérequis de son efficacité (titre 3). Cette confrontation permet de formuler les hypothèses du modèle conceptuel, tout en distinguant les constats empiriques rapportés par les travaux mobilisés des relations théoriques proposées dans cet article.

1. Corruption, qualité institutionnelle et trajectoires de croissance

L'analyse de l'impact de la corruption sur la croissance économique constitue un pilier central de l'économie du développement et de la gouvernance. La littérature se structure traditionnellement autour d'une dualité théorique opposant les partisans de l'effet « sanders » (le sable dans les rouages) à ceux de l'effet « greasers » (la graisse dans les rouages). Ce débat

met en évidence que la corruption n'est pas un phénomène isolé, mais le symptôme d'une défaillance systémique de la qualité institutionnelle.

Alors que les cadres d'analyse traditionnels peinent à capturer la complexité des flux financiers informels et des asymétries d'information, la compréhension des canaux de transmission de la corruption devient un impératif pour concevoir de nouveaux mécanismes de régulation, notamment à l'ère de la transformation numérique.

1.1. L'hypothèse du « sable dans les rouages » : canaux de transmission et effets directs

L'hypothèse du « sable dans les rouages » (*sand the wheels*) démontre que la corruption nuit gravement et directement à l'économie d'un pays en altérant l'efficacité globale du système institutionnel. Sur le plan empirique, le travail fondateur de Mauro (1995) a prouvé de manière statistique l'existence d'un lien négatif et robuste entre le niveau de perception de la corruption et le taux de croissance du Produit Intérieur Brut (PIB). Ce résultat majeur a été successivement validé et complété par les travaux de Rama (1993) et de Poirson (1998), qui soulignent que la corruption freine directement la productivité globale des facteurs, en particulier au sein des économies émergentes. Cette relation délétère entre l'activité corruptive et le sous-développement économique s'opère principalement à travers trois canaux de transmission interconnectés.

Le premier canal réside dans le découragement et la distorsion de l'investissement privé et étranger, provoqué par l'accroissement de l'incertitude réglementaire et des coûts transactionnels supportés par les entreprises (Nichols, 2025). Au-delà de cet effet d'éviction, la corruption fausse complètement l'orientation même de ces investissements. Shleifer et Vishny (1993) expliquent à ce titre que, pour préserver le secret de leurs pratiques illicites, les décideurs politiques corrompus privilégient systématiquement des projets de grande envergure, complexes et structurellement difficiles à auditer, tels que les mégaprojets d'infrastructures, au détriment de programmes plus simples, transparents et pourtant plus alignés avec les besoins réels de la population.

Le deuxième canal concerne la dégradation et la réallocation inefficiente des dépenses publiques, la corruption distordant l'allocation des ressources de l'État en orientant les choix budgétaires vers des projets à forte extractibilité de rentes (Ezeudu, 2023). D'une part, Haque et Kneller (2015) démontrent que, dans les pays en développement, les agents publics augmentent artificiellement le coût des commandes publiques dans le seul but de maximiser le prélèvement de pots-de-vin, ce qui engendre des infrastructures construites à des prix exorbitants mais avec des standards de qualité dégradés. D'autre part, les analyses de Tanzi,

V., & Schuknecht, L. (1998) prouvent que les budgets sont systématiquement détournés de la santé et de l'éducation, ces secteurs offrant moins d'opportunités de commissions occultes. Comme l'indiquent Gupta, Davoodi et Alonso-Terme (2002), ce sous-investissement chronique dans le capital humain aggrave structurellement la pauvreté et les inégalités.

Le troisième canal, enfin, se manifeste par l'érosion profonde de la qualité institutionnelle, la corruption affaiblissant l'État de droit et sapant la confiance des agents économiques dans les institutions publiques (Stephenson, 2020 ; Köbis et al., 2021). En substituant une logique de réseau et de capture de rente à une logique de performance et d'équité, le système finit par favoriser une petite élite proche du pouvoir au détriment des entrepreneurs innovants et des populations les plus vulnérables. Il se crée alors un cercle vicieux de sous-performance à la fois économique et institutionnelle, où la faiblesse des règles formelles alimente la corruption, et où la corruption paralyse toute tentative de réforme de gouvernance.

1.2. L'hypothèse de la « graisse dans les rouages » : l'illusion temporaire

À l'inverse de la vision précédente, l'hypothèse de la « graisse dans les rouages » affirme que la corruption peut, dans certains cas très précis, stimuler l'économie à court terme. Dans les pays en développement où l'administration publique est lourde, lente, inefficace et bloquée par des lois trop rigides, le versement de pots-de-vin peut être vu comme une solution de secours. Initiée par les travaux de Leff (1964) et de Huntington (2006), cette théorie indique que la corruption permet aux entreprises les plus dynamiques de gagner du temps, de contourner la lenteur de la bureaucratie et d'obtenir des autorisations d'activité plus rapidement, ce qui relancerait la production et créerait des emplois là où l'État paralyse l'activité.

Cependant, la recherche moderne montre que cet effet positif dépend entièrement d'un effet de seuil lié à la maturité des institutions du pays. L'étude empirique comparative menée par Obamuyi et Olayiwola (2019) analyse ce phénomène sur une longue période (1980-2015) en comparant le Nigeria et l'Inde à l'aide du modèle de croissance de Mo (2001). Leurs résultats montrent qu'au Nigeria, où la qualité des institutions est historiquement faible, la corruption a un impact uniquement négatif. Elle agit exclusivement comme du sable dans les rouages en bloquant l'économie et en annulant complètement les bénéfices potentiels de l'éducation ou de la stabilité politique.

En revanche, le cas de l'Inde met en évidence une situation beaucoup plus complexe, souvent appelée le paradoxe asiatique dans la littérature (Rock & Bonnett, 2004). Obamuyi et Olayiwola (2019) découvrent que si la corruption nuit globalement à l'économie indienne, son

effet net devient statistiquement positif lorsque l'on contrôle en même temps le niveau d'éducation et les investissements matériels. Cela prouve que dans des pays en forte croissance mais aux règles administratives trop rigides, des réseaux de corruption bien organisés et prévisibles peuvent stabiliser temporairement le climat des affaires. Malgré tout, comme le rappelle Liko, E. (2024), cette situation est néfaste à long terme car elle crée des privilèges injustes, détruit le principe de mérite et retarde les réformes indispensables au développement réel du pays.

Cette distinction essentielle est confirmée par une étude récente de Yessengeldina, A et al (2025). En analysant un panel de 159 pays, ces auteurs confirment que si la corruption peut donner l'illusion d'aider la croissance à court terme dans les pays en développement en contournant les règles, elle finit toujours par détruire la gouvernance à long terme et par bloquer durablement le développement économique.

1.3. Rôle de la Qualité Institutionnelle comme variable clé

Face à la multiplication d'études scientifiques contenant des conclusions contradictoires, Campos, Dimova et Saleh (2010) ont utilisé des techniques de méta-analyse pour faire une synthèse globale de la littérature. Ces analyses quantitatives à grande échelle, portant sur 41 études et 460 estimations économiques, confirment que la corruption a un effet globalement négatif sur la croissance. Elles révèlent surtout que l'impact réel de la corruption dépend entièrement d'une variable clé : la qualité institutionnelle globale du pays. La corruption ne naît pas par hasard ; elle se développe et s'installe prioritairement là où les systèmes de contrôle officiels ne fonctionnent pas.

Ce phénomène s'explique principalement par la mise en place d'institutions dites « extractives », un concept clé qui désigne des structures politiques et économiques conçues pour enrichir une minorité au détriment du reste de la société. Dans les pays en développement, ces institutions extractives bloquent délibérément l'accès aux opportunités économiques et protègent les privilèges des élites en place. Au lieu de favoriser l'innovation et de garantir les droits de propriété pour tous, elles maintiennent des règles du jeu biaisées qui rendent la recherche de rente et les pots-de-vin plus rentables que l'activité productive réelle. Par conséquent, la persistance de la corruption n'est pas un simple accident de parcours, mais le résultat direct de ces barrières institutionnelles qui empêchent une répartition juste des ressources et freinent le développement économique à long terme.

Le problème central dans les pays en développement réside dans l'écart permanent entre l'existence d'un texte de loi et son application concrète par les administrations et les tribunaux.

Mauro (2002) insiste sur le fait que les réformes juridiques restent totalement inutiles si les habitudes des fonctionnaires et les structures d'incitation ne changent pas en profondeur. En intégrant la corruption dans une fonction de production globale, comme le propose le cadre de Mo (2001), on s'aperçoit que les indices de perception de la corruption mesurent en réalité le manque de transparence de l'État et l'incapacité de la justice à faire respecter les contrats de manière impartiale.

Dès lors, la qualité institutionnelle devient le facteur critique. Si les institutions sont solides et respectées, la corruption reste faible et l'effet négatif du « sable » domine largement. Si les institutions sont fragiles, la corruption devient systémique et donne l'illusion de « graisser » un moteur administratif en panne. Les politiques publiques de lutte contre la corruption dans les pays en développement doivent donc abandonner l'idée de seulement punir les coupables après coup pour se concentrer sur la modernisation des structures de l'État.

En conclusion, la littérature économique internationale s'accorde pour affirmer que la corruption constitue un obstacle majeur au développement économique durable. Elle perturbe gravement la répartition des ressources de l'État, freine l'investissement global, qu'il s'agisse des investissements des entreprises locales ou des investissements directs étrangers (IDE), et affaiblit la légitimité des pouvoirs publics. Même si la corruption peut parfois servir de solution temporaire pour contourner des administrations trop lentes, ses effets à long terme restent profondément destructeurs pour l'économie. Pour les pays en développement, le défi actuel n'est plus simplement de mesurer les conséquences négatives de ce phénomène, mais de trouver des outils modernisés et applicables pour sortir définitivement de ce piège institutionnel. Les méthodes de contrôle traditionnelles, comme les inspections ou les agences anti-corruption classiques, ont montré leurs limites en raison d'un manque d'indépendance politique et d'un déficit de moyens techniques pour suivre des flux financiers de plus en plus complexes.

C'est précisément pour cette raison que les analystes se tournent aujourd'hui vers l'évaluation de la gouvernance technologique. Pour surveiller efficacement les flux financiers numérisés et lutter contre le favoritisme dans les marchés publics, la gestion des politiques administratives doit impérativement intégrer les outils numériques de rupture. L'émergence de l'Intelligence Artificielle (IA) anti-corruption ouvre à ce titre une perspective novatrice et très prometteuse pour transformer la qualité des institutions dans les pays en développement.

2. L'IA comme levier de lutte contre la corruption : Mécanismes d'action et stratégies de déploiement

La corruption agit comme un « sable dans les rouages » de l'économie en détournant les investissements et en affaiblissant l'État de droit. Pour restaurer des institutions inclusives capables de stimuler la croissance, l'intégration de l'intelligence artificielle offre des perspectives concrètes pour assainir la gestion publique et redéfinir les règles du jeu. Cette section examine comment ces outils se traduisent en opportunités sur le terrain, d'abord à travers leurs mécanismes techniques de contrôle, puis selon leurs stratégies de déploiement (top-down et bottom-up).

2.1. Mécanismes et champs d'application de l'IA contre la corruption

Pour comprendre comment l'intelligence artificielle peut aider à réduire la corruption, renforcer les institutions et stimuler la croissance économique, il faut observer comment elle modifie concrètement les comportements sur le terrain. La littérature montre que les outils basés sur l'IA (*AI-based anti-corruption tools* ou *AI-ACT*) ne sont pas de simples gadgets techniques, mais de vrais moyens de corriger les défaillances de l'État (Köbis, Starke & Rahwan, 2022).

2.1.1. Le traitement des données et la détection des signaux d'alerte (Red Flags)

Le premier mécanisme de l'IA est sa capacité à analyser des volumes massifs de données et à croiser des fichiers très différents. Là où les contrôles humains échouent parce que l'information est trop dispersée et volumineuse, les algorithmes d'apprentissage automatique (*Machine Learning*) réussissent à repérer des schémas cachés, des fraudes et des réseaux de complicité (Köbis et al., 2022).

Le domaine des marchés publics est le principal champ d'application de ces outils, car c'est là que le risque de détournement de fonds est le plus élevé (Miranda-Hospinal et al., 2024 ; Shleifer & Vishny, 1993). L'IA permet d'analyser les appels d'offres en direct pour chercher des critères suspects, appelés drapeaux rouges (*red flags*). Par exemple, le système brésilien *RCPC* (*Risk Classification for Public Contracts*) calcule automatiquement le risque de triche ou de fausse concurrence (*bid-rigging*) entre les entreprises et les acheteurs publics (Odilla, 2023). L'algorithme lève une alerte s'il détecte des prix anormalement identiques ou des entreprises créées juste avant l'appel d'offres.

D'autres outils surveillent directement le patrimoine des fonctionnaires (comme le bot *MARA*) pour détecter des enrichissements anormaux (Odilla, 2023), ou traquent la corruption politique. C'est le cas de l'outil *Laranjômetro*, qui croise les données électorales pour détecter

l'usage de fausses candidates (candidates fantômes) utilisées pour détourner l'argent public des partis (Odilla, 2024). En bloquant ces fraudes, l'IA garantit que l'argent de l'État va vraiment dans des projets utiles et de qualité (Haque & Kneller, 2015), ce qui soutient directement la croissance.

2.1.2. De l'analyse rétrospective à la prédiction prospective du risque

Le deuxième apport de l'IA concerne la temporalité du contrôle. Köbis, Starke et Rahwan (2022) ainsi que Odilla (2023) expliquent que l'IA fait évoluer la lutte contre la corruption à travers trois étapes :

• **L'analyse rétrospective :** L'algorithme étudie l'historique des données passées (anciens contrats, vieilles déclarations d'impôts) pour comprendre comment les fraudes ont eu lieu.

• **L'analyse en temps réel :** L'IA surveille les flux financiers au moment même où ils se produisent pour bloquer immédiatement une action suspecte.

• **L'analyse prospective ou prédictive :** C'est la plus grande force de l'IA (Köbis et al., 2022). Avant même qu'un contrat public ne soit signé ou qu'un budget ne soit dépensé, l'IA calcule un score de risque. Cela permet aux institutions d'agir *avant* que l'acte de corruption ne soit commis.

Cette transition vers le contrôle préventif sécurise l'environnement économique. En stabilisant les règles du jeu, l'IA réduit l'incertitude pour les entreprises et rend le pays beaucoup plus attractif pour les investissements privés et étrangers (Nichols, 2025).

2.1.3. Automatisation et réduction du pouvoir discrétionnaire

Le troisième mécanisme consiste à utiliser l'IA pour standardiser les décisions et réduire le pouvoir arbitraire des individus. Selon les théories économiques classiques, comme celle de Klitgaard 1988, la corruption apparaît souvent quand un agent public a le pouvoir de décider seul, de manière opaque et sans contrôle.

L'IA permet d'automatiser les procédures administratives (comme l'octroi de licences, les contrôles douaniers ou le calcul des taxes) en appliquant des règles strictes codifiées dans l'algorithme (Barth & Arnold, 1999 ; Ceva & Jiménez, 2022). En remplaçant les rendez-vous physiques et les décisions subjectives par des processus numériques neutres, on supprime les occasions de demander ou de verser des pots-de-vin (Odilla, 2023). Les coûts administratifs diminuent pour les entreprises et l'efficacité de l'État augmente.

Enfin, cette transparence protège le budget de l'État. Dans un système corrompu, l'argent est souvent détourné de la santé et de l'éducation parce que ces secteurs sont moins propices aux grosses commissions cachées (Tanzi, V., & Schuknecht, L. (1998) ; Capasso & Santoro,

2025). En utilisant l'IA pour suivre la trace de chaque dépense, on s'assure que les ressources vont bien vers le développement du capital humain (Gupta et al., 1998), ce qui transforme des institutions « extractives » en institutions « inclusives » créatrices de prospérité (Acemoglu & Robinson, 2012).

2.2. Approches d'application du déploiement de l'IA : Top-down et Bottom- up

Sur le terrain, l'intégration de l'IA suit deux canaux bien distincts : l'approche descendante, qui émane des structures de l'État, et l'approche ascendante, issue de la mobilisation des citoyens.

2.2.1. L'approche Top-down : Le contrôle par l'État et la conformité des entreprises

L'approche *top-down* (ou descendante) regroupe toutes les initiatives lancées par le gouvernement, les ministères et les institutions de contrôle. Ici, l'IA est une arme utilisée par le pouvoir pour surveiller l'administration de l'intérieur.

Sur le terrain, ce sont surtout les administrations de contrôle qui portent ces projets. Au Brésil, des informaticiens de l'État ont créé des programmes puissants pour suivre l'activité des fonctionnaires (Odilla, 2023). Le robot *MARA* en est un exemple : il surveille les comptes et le patrimoine des agents publics pour lever des alertes en cas de soupçon. De même, dans les chantiers publics, les tribunaux des comptes utilisent l'IA pour vérifier que l'argent des routes ou des hôpitaux est dépensé de façon rationnelle et transparente (Miranda-Hospinal et al., 2024).

Cette approche s'applique aussi au secteur privé. Pour respecter les lois internationales très sévères contre la corruption, comme le FCPA (*Foreign Corrupt Practices Act*), les grandes entreprises utilisent l'IA pour surveiller automatiquement leurs propres contrats, analyser leurs chaînes de fournisseurs et vérifier qu'aucun intermédiaire ne verse de pots-de-vin (Nichols, 2025). L'approche descendante utilise donc la force des lois et des institutions pour imposer des règles de transparence strictes.

2.2.2. L'approche Bottom-up : La surveillance par les citoyens et la société civile

L'approche *bottom-up* (ou ascendante) fonctionne dans le sens inverse. Elle est menée par des citoyens, des journalistes d'investigation, des ONG ou des collectifs de développeurs indépendants (*tech-savvy citizens*) qui utilisent les technologies pour surveiller les gouvernants de l'extérieur (Köbis, Starke & Rahwan, 2021).

Cette stratégie repose entièrement sur l'accès aux données publiques ouvertes (*Open Government Data*). L'IA est ici un outil d'audit citoyen : elle permet à de petits groupes de traiter des millions de lignes de données budgétaires, ce qui serait impossible à faire à la main.

Le cas le plus célèbre est celui des robots brésiliens nommés *Rosie* et *Rui* (Odilla, 2023). Ces algorithmes citoyens fouillent chaque jour les dépenses de la Chambre des députés. Dès qu'ils trouvent un remboursement de frais anormal, une facture suspecte ou un voyage fictif, ils publient automatiquement l'alerte sur les réseaux sociaux.

D'autres initiatives permettent de détecter les fraudes politiques au moment des élections, comme l'usage de fausses candidatures féminines pour toucher des subventions (Odilla, 2024). En mettant ces preuves sous les yeux du grand public, l'approche ascendante augmente le coût politique de la corruption pour les dirigeants. Elle force les institutions à rendre des comptes et pousse la société vers un modèle plus juste et ouvert, indispensable au développement économique à long terme.

3. Du contrôle de la corruption au renforcement institutionnel et à la croissance économique

L'utilisation de l'intelligence artificielle pour contrecarrer la corruption n'est pas qu'une simple modernisation technique. En s'attaquant aux détournements de fonds et aux abus de pouvoir, cette technologie devient un levier puissant pour transformer l'économie d'un pays.

Pour comprendre cette dynamique, nous verrons d'abord comment l'IA sert de moteur de transition vers des institutions inclusives et une croissance soutenue, notamment en protégeant les investissements et les budgets sociaux. Ensuite, nous analyserons les prérequis institutionnels et technologiques indispensables pour que ces algorithmes soient vraiment efficaces sur le terrain.

3.1. L'IA moteur de transition vers des institutions inclusives et une croissance soutenue

Le déploiement de l'IA contre la corruption ne doit pas être pensé comme une simple politique d'épuration administrative, mais comme une stratégie globale de restructuration des bases économiques d'un pays. En éliminateur de rentes et de frictions, l'IA agit comme un puissant moteur de transition vers des institutions inclusives, indispensables à une croissance de long terme.

3.1.1. Restauration de la qualité institutionnelle et de la confiance publique

Lorsque les algorithmes réduisent la corruption de manière systémique, ils modifient en profondeur la nature même des institutions. En s'appuyant sur le cadre théorique d'Acemoglu et Robinson (2012), la lutte anti-corruption automatisée permet de faire basculer des institutions « extractives », conçues pour capter les richesses au profit d'une élite, vers des institutions « inclusives » créatrices de richesses partagées.

Sur le terrain, l'automatisation des procédures et l'utilisation des *red flags* dans les marchés publics (Miranda-Hospinal et al., 2024 ; Odilla, 2023) renforcent l'efficacité de l'État de deux manières :

• **L'efficacité bureaucratique :** L'appareil administratif devient plus agile, transparent et prévisible.

• **La légitimité de l'État :** En rendant les gouvernants redevables grâce aux audits citoyens ou étatiques (Köbis et al., 2021 ; Odilla, 2024), l'IA restaure la confiance des citoyens et des acteurs économiques envers les institutions publiques.

Cette qualité institutionnelle améliorée constitue le premier pilier d'un environnement économique sain.

3.1.2. Optimisation des dépenses publiques et développement du capital humain

La littérature économique démontre que la corruption biaise la composition des dépenses publiques en favorisant les projets complexes et opaques au détriment des secteurs sociaux (Tanzi, V., & Schuknecht, L. (1998). L'introduction de l'IA brise cette logique d'allocation inefficiente.

En sécurisant l'intégrité de la commande publique (Haque & Kneller, 2015), l'IA garantit que chaque unité de recette fiscale est orientée vers sa destination optimale. Les budgets ne sont plus captés par des réseaux de collusion, mais réinjectés dans des projets d'infrastructure de qualité et, surtout, dans les secteurs de la santé et de l'éducation (Gupta et al., 1998 ; Capasso & Santoro, 2025). À long terme, cette réorientation budgétaire favorise l'accumulation du capital humain et stimule l'innovation, deux déterminants fondamentaux de la productivité globale des facteurs et de la croissance économique durable.

3.1.3. Sécurisation des investissements et attractivité macroéconomique

Enfin, le contrôle de la corruption par l'IA exerce un effet d'entraînement direct sur l'activité privée en éliminant la prime au risque liée à l'arbitraire. Selon l'approche de North (1990), des institutions stables et transparentes abaissent drastiquement les coûts de transaction pour les entreprises.

En remplaçant le pouvoir discrétionnaire des agents par des règles codifiées (Ceva & Jiménez, 2022), l'IA offre aux investisseurs une sécurité juridique maximale concernant les droits de propriété. Les entreprises n'ont plus à intégrer le coût des pots-de-vin ou l'incertitude des passe-droits dans leurs calculs de rentabilité. Cet assainissement de l'environnement des affaires libère l'initiative privée locale et agit comme un signal fort pour les marchés

internationaux, augmentant massivement l'attractivité du pays pour les investissements directs étrangers (IDE) (Nichols, 2025).

3.2. Les prérequis institutionnels et technologiques à l'efficacité de l'IA

Pour que l'intelligence artificielle passe du statut de promesse technologique à celui d'outil opérationnel performant, son déploiement doit impérativement s'accompagner d'un ensemble de préconditions structurelles. La littérature démontre que l'efficacité des algorithmes dépend moins de la sophistication du code que de l'environnement institutionnel et technique dans lequel ils sont implantés (Köbis, Starke & Rahwan, 2022).

3.2.1. La transparence des données et l'infrastructure numérique

Le premier prérequis fondamental est l'existence d'une infrastructure de données ouvertes, massives et de haute qualité. Un algorithme anti-corruption ne peut fonctionner sans matière première fiable. Köbis, Starke et Rahwan (2021) soulignent que le succès des outils d'IA, qu'ils soient portés par l'État ou par les citoyens, reste strictement tributaire de l'accessibilité et de l'interopérabilité des registres publics (marchés publics, déclarations fiscales…). Si les administrations opposent le secret ou si les bases de données sont fragmentées et mal numérisées, l'IA fait face à des barrières techniques insurmontables, limitant sa capacité à croiser les informations et à lever des signaux d'alerte pertinents (Odilla, 2023).

3.2.2. Un cadre juridique adapté et l'exigence d'audits éthiques

Le deuxième impératif concerne la mise en place d'un cadre réglementaire et éthique rigoureux. L'introduction de l'IA dans l'administration publique pose des défis majeurs en matière de responsabilité prospective et de justice. Ceva et Jiménez (2022) rappellent que les décideurs ne doivent pas utiliser les prédictions des machines comme une boîte noire opaque pour justifier des sanctions ou des exclusions de manière arbitraire. De plus, pour éviter que les outils prédictifs ne reproduisent ou n'amplifient des biais historiques et des discriminations systémiques ciblées, les organisations doivent instaurer des mécanismes d'audit algorithmique réguliers (Odilla, 2024). La loi doit donc garantir à la fois le droit à l'explicabilité des décisions automatisées et la protection des données personnelles.

3.2.3. Compétences technologiques et culture de l'intégrité publique

Enfin, le facteur humain demeure l'élément central de la réussite de ces dispositifs. Les experts soulignent que l'adoption de l'IA nécessite d'importants leviers de soutien, notamment le développement de compétences techniques pointues au sein même des services de contrôle et d'application des lois (Miranda-Hospinal et al., 2024). L'efficacité de l'IA dépend de la capacité des agents publics à concevoir, maintenir et interpréter correctement les résultats

fournis par la machine (Odilla, 2023). Plus largement, ces technologies ne peuvent atteindre leur objectif escompté que si elles s'inscrivent dans une volonté politique forte et une culture administrative axée sur l'éthique publique, l'IA devant être perçue comme un appui au jugement humain et non comme un substitut aux réformes structurelles de l'État (Barth & Arnold, 1999 ; Nichols, 2025).

3.3. Modèle conceptuel intégrateur et hypothèses de recherche

Le modèle conceptuel articule les mécanismes examinés dans les sections précédentes autour de quatre composantes : les prérequis institutionnels et technologiques, le déploiement de l'IA anti-corruption, les frictions liées à la corruption et la croissance durable. Sa contribution consiste à relier ces composantes dans un même cadre d'analyse, en précisant les canaux de transmission et les conditions qui peuvent en modifier l'efficacité. Il s'agit de propositions théoriques issues de la littérature, et non de relations causalement établies par une estimation propre à cette étude.

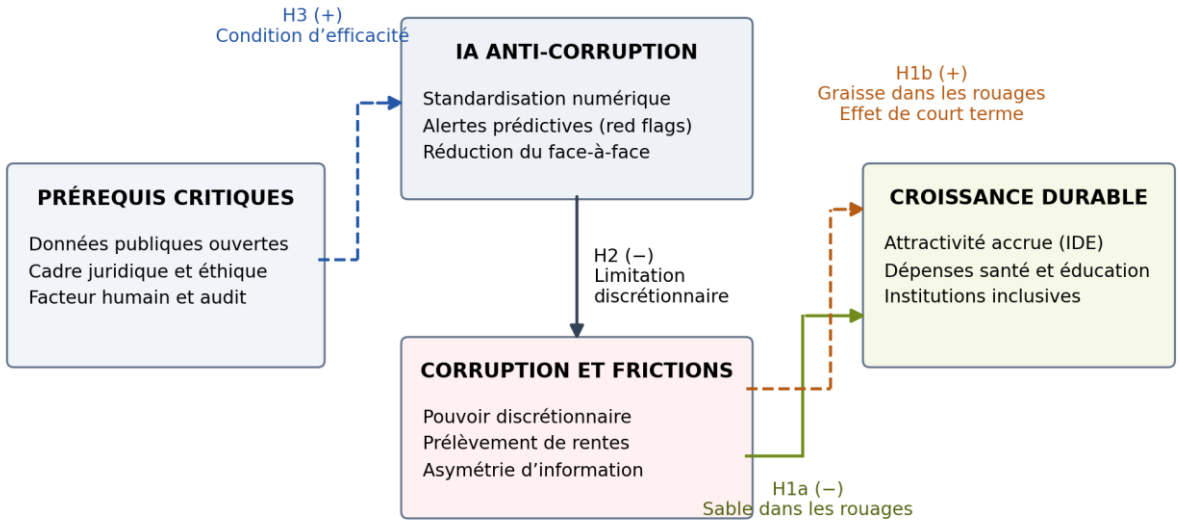


Figure 1. Modèle conceptuel reliant les prérequis, l'IA, la corruption et la croissance durable.

Source : élaboration de l'auteure

Hypothèse H1a (−) Effet de « sable dans les rouages ». La corruption exerce un effet négatif sur la croissance économique en décourageant l'investissement privé et les IDE, en détournant les dépenses publiques et en freinant le développement du capital humain. Elle affaiblit également la qualité institutionnelle, ce qui accentue l'incertitude et les coûts de transaction.

Hypothèse H1b (+) Effet de « graisse dans les rouages ». Dans un environnement administratif fortement rigide, la corruption peut faciliter temporairement certaines transactions et produire un effet positif de court terme sur l'activité. Cette hypothèse

concurrente dépend du contexte institutionnel ; elle ne suppose ni une amélioration durable de la gouvernance ni un effet favorable de long terme.

Hypothèse H2 (−) Limitation du pouvoir discrétionnaire. Le déploiement de l'IA anti-corruption est susceptible de réduire les opportunités de corruption grâce à la standardisation des procédures, à la détection des signaux d'alerte et à la limitation des interactions propices aux prélèvements de rentes. Cette relation suppose que les alertes soient interprétées et suivies de contrôles effectifs ; leur production ne constitue pas, à elle seule, une preuve de corruption ou de réduction de celle-ci.

Hypothèse H3 (+) Condition d'efficacité. La disponibilité de données publiques fiables et ouvertes, un cadre juridique et éthique adapté, ainsi que les compétences humaines et l'audit renforcent l'efficacité attendue de l'IA contre la corruption. Ces prérequis jouent un rôle de conditionnement, ou de modération, de la relation IA–corruption : leur insuffisance peut limiter les bénéfices du dispositif ou favoriser de nouvelles formes d'opacité.

Dans ce cadre, la qualité institutionnelle occupe une double place. En amont, elle participe aux conditions d'accueil de l'IA ; en aval, son amélioration constitue un mécanisme de transmission possible entre le recul de la corruption et la croissance. La chaîne théorique est donc la suivante : un déploiement de l'IA soutenu par des prérequis adéquats peut contribuer à réduire les frictions de corruption ; cette réduction peut améliorer la transparence, la prévisibilité et la redevabilité des institutions ; ces améliorations peuvent ensuite favoriser l'investissement, l'allocation des dépenses publiques et le capital humain. La présence d'institutions inclusives dans le bloc de croissance durable traduit cette articulation institutionnelle.

Le modèle distingue ainsi l'effet attendu de l'IA sur la corruption, le rôle conditionnel des prérequis et les canaux institutionnels et économiques reliant la corruption à la croissance. Il ne postule pas qu'une adoption technologique entraîne automatiquement une croissance supérieure. Sa validation nécessiterait de mesurer ces différentes dimensions, de tenir compte des délais de transmission et de traiter les risques de causalité inverse entre développement économique, capacité institutionnelle et adoption de l'IA.

Conclusion

En conclusion, cette étude a permis d'analyser en profondeur les liens complexes entre la corruption, la qualité des institutions et la croissance économique, tout en évaluant le potentiel de l'intelligence artificielle (IA) comme nouvel outil de régulation publique. Les enseignements majeurs de notre recherche démontrent que la corruption agit bel et bien comme du « sable dans les rouages » de l'économie. Elle freine directement la croissance en décourageant l'investissement privé, en détournant les dépenses publiques des secteurs sociaux essentiels comme la santé ou l'éducation, et en affaiblissant durablement l'État de droit. Même si l'effet de « graisse dans les rouages » peut s'observer temporairement dans des contextes aux réglementations trop rigides, il s'avère profondément destructeur à long terme.

Face à ces défaillances, l'introduction des outils basés sur l'IA apporte une rupture technologique majeure qui modifie concrètement les comportements sur le terrain. Grâce à la détection automatisée des signaux d'alerte (*red flags*) dans les marchés publics, au passage d'un contrôle rétrospectif à une prévention prédictive, et à la réduction du pouvoir arbitraire des agents administratifs, l'IA réduit drastiquement les opportunités de fraude. Qu'elle soit déployée par le haut à travers le contrôle de l'État (*top-down*) ou par le bas via la vigilance des citoyens (*bottom-up*), elle s'impose comme un puissant moteur de transparence. En assainissant la gestion publique, cette technologie favorise ainsi une transition historique en aidant à faire basculer des institutions « extractives » vers des institutions « inclusives », indispensables pour sécuriser l'environnement des affaires, attirer les investissements et garantir une prospérité durable.

Toutefois, notre analyse montre que l'intelligence artificielle n'est pas une solution magique et que son efficacité reste strictement conditionnée par plusieurs prérequis structurels. Sans une infrastructure de données publiques ouvertes, massives et de haute qualité, sans un cadre juridique adapté garantissant l'éthique et l'explicabilité des algorithmes, et sans le développement de compétences techniques pointues associées à une véritable culture de l'intégrité, la technologie perd toute son utilité. En définitive, l'IA doit être pensée comme un appui technologique au service d'une volonté politique forte. Pour les pays en développement, le défi à venir ne réside pas uniquement dans la sophistication des codes informatiques, mais dans la capacité à réformer les structures de l'État pour bâtir un écosystème institutionnel et numérique intègre, transparent et durable.

Références

• Acemoglu, D., & Robinson, J. A. (2012). *Why nations fail: The origins of power, prosperity, and poverty*. Crown Business.

• Acemoglu, D., Johnson, S., & Robinson, J. A. (2001). The colonial origins of comparative development: An empirical investigation. *American economic review*, *91*(5), 1369-1401.

• Acemoglu, D., Johnson, S., & Robinson, J. A. (2002). Reversal of fortune: Geography and institutions in the making of the modern world income distribution. *The Quarterly journal of economics*, *117*(4), 1231-1294.

• Barth, T. J., & Arnold, E. (1999). Artificial intelligence and administrative discretion: Implications for public administration. *The American Review of Public Administration*, *29*(4), 332-351.

• Campos, N. F., Dimova, R. D., & Saleh, A. (2010). Whither corruption? A quantitative survey of the literature on corruption and growth.

• Capasso, S., & Santoro, L. (2025). Corruption and economic growth: greasing the wheels or sanding the gears? Evidence from Italian regions. *Journal of Policy Modeling*.

• Ceva, E., & Jiménez, M. C. (2022). Automating anticorruption?. *Ethics and Information Technology*, *24*(4), 48.

• Ezeudu, T. (2023). The impact of political corruption on socio-economic development in Nigeria.

• Gupta, S., Davoodi, H., & Alonso-Terme, R. (2002). Does corruption affect income inequality and poverty?. *Economics of governance*, *3*(1), 23-45.

• Haque, M. E., & Kneller, R. (2015). Why does public investment fail to raise economic growth? The role of corruption. *The Manchester School*, *83*(6), 623-651.

• Huntington, S. P. (2006). *Political order in changing societies*. Yale university press.

• Johnson, S., Ostry, J. D., & Subramanian, A. (2007). The macroeconomic effects of corruption and institutional quality. *IMF Working Papers*.

• Kaufmann, D., Kraay, A., & Mastruzzi, M. (2010). The worldwide governance indicators: Methodology and analytical issues. *World Bank Policy Research Working Paper*, (5430).

• Klitgaard, R. (1988). *Controlling Corruption*. University of California Press.

• Köbis, N., Starke, C., & Rahwan, I. (2022). The promise and perils of using artificial intelligence to fight corruption. *Nature Machine Intelligence*, *4*(5), 418-424.

• Leff, N. H. (1964). Economic development through bureaucratic corruption. *American behavioral scientist*, *8*(3), 8-14.

• Liko, E. (2024). Institutional quality and economic growth: Evidence from developing countries. *Journal of Governance and Regulation*, *13*(2), 395-402.

• Mauro, P. (1995). Corruption and growth. *The quarterly journal of economics*, *110*(3), 681-712.

• Miranda-Hospinal, E., et al. (2024). Machine learning and automated red flags for corruption detection in public procurement. *Journal of Public Procurement*.

• Mo, P. H. (2001). Corruption and economic growth. *Journal of comparative economics*, *29*(1), 66-79.

• Nichols, P. M. (2025). Does compliance with the global anticorruption regime require the use of artificial intelligence?. *American Business Law Journal*, *62*(3), 145-164.

• North, D. C. (1990). *Institutions, institutional change and economic performance*. Cambridge university press.

• North, D. C. (1991). Institutions, transaction costs, and the rise of merchant empires. *The political economy of merchant empires*, *22*, 40.

• Obamuyi, T. M., & Olayiwola, S. O. (2019). Corruption and economic growth in India and Nigeria. *Journal of Economics and Management*, (35), 80-105.

• Odilla, F. (2023). Bots against corruption: Exploring the benefits and limitations of AI-based anti-corruption technology. *Crime, Law and Social Change*, *80*(4), 353-396.

• Odilla, F. (2024). Unfairness in AI Anti-Corruption Tools: Main Drivers and Consequences: Unfairness in AI Anti-Corruption Tools. *Minds and Machines*, *34*(3), 28.

• Poirson, H. (1998). Economic security, investment, and growth in a developing country: The case of Mauritius. *IMF Working Papers*, 98/4.

• Rama, M. (1993). Rent seeking and economic growth: A theoretical model. *The Quarterly Journal of Economics*, 108(1), 35-50.

• Rock, M. T., & Bonnett, H. (2004). The comparative politics of corruption: accounting for the East Asian paradox in empirical studies of corruption, growth and investment. *World development*, *32*(6), 999-1017.

• Rodrik, D. (2008). Second-best institutions. *American economic review*, *98*(2), 100-104.

• Rodrik, D., Subramanian, A., & Trebbi, F. (2004). Institutions rule: the primacy of institutions over geography and integration in economic development. *Journal of economic growth*, *9*(2), 131-165.

• Shleifer, A., & Vishny, R. W. (1993). Corruption. *The quarterly journal of economics*, *108*(3), 599-617.

• Stephenson, M. C. (2020). Corruption as a self-reinforcing trap: Implications for reform strategy. *The World Bank Research Observer*, *35*(2), 192-226.

• Tanzi, V., & Schuknecht, L. (1998). Can Small governments secure economic and social well-being?. *How to Use the Fiscal Surplus: What is the Optimal Size of Government*, 69- 92.

• Yessengeldina, A., Taizhanova, Z., Khalbayev, Y., Lysiak, I., & Rakhimzhanova, R. (2025). Institutional Quality, Digital Readiness, and Economic Growth: Constructing and Testing a Government Project Maturity Index. *Journal of Cultural Analysis and Social Change*, 551-558.